

Légation de Suisse

en

France

P.
Paris, le 16 décembre 1953.

Lettre Politique No 68

Confidentielle

Problèmes de co-existence
entre l'Ouest et l'URSS

Monsieur le Conseiller fédéral,

Un de mes collaborateurs a eu l'occasion de discuter en petit cercle les problèmes de co-existence entre l'Ouest et l'URSS avec le sous-directeur de l'Europe orientale à la Direction générale des affaires politiques et économiques. Comme il s'agit d'un expert internationalement connu des problèmes russes qui a assisté depuis 1945 à toutes les conférences, soit avec les dirigeants de l'URSS, soit entre les puissances de l'Ouest lorsque étaient débattues les questions russes, son opinion pourra vous intéresser.

M. L. tient pour impossibles une véritable détente et des relations telles qu'elles existent entre la plupart des Etats non communistes aussi longtemps que l'état d'esprit des Etats communistes ne se modifiera pas de façon fondamentale. Il a constaté en effet que les dirigeants de l'URSS et des pays satellites sont imbus à tel point d'un sentiment de supériorité qu'il leur est impossible de voir dans les systèmes politique et social des autres Etats le moindre bien. Ils ne sont en conséquence pas en mesure de peser le pour et le contre de telle initiative " capitaliste " ou de telle solution d'un problème social dans un autre pays, puisque par définition toute la vérité leur appartient et que de l'autre côté il n'y a que mensonge et aberration. M. L. est convaincu que cette attitude n'est pas un masque, mais correspond malheureusement à des sentiments réels.

Il s'ensuit que cette doctrine même empêche l'URSS de faire aux autres des concessions qui ne seraient que trahison à l'égard de ses principes.

Bien entendu il est possible qu'après la mort de Staline cet état de choses change peu à peu. Actuellement il n'y a pas d'indice sûr permettant de l'affirmer et il faudra probablement attendre très longtemps avant qu'une transformation profonde intervienne.

Monsieur le Conseiller fédéral Max Petitpierre,

Chef du Département Politique,

B e r n e.



Ceci n'exclut pas qu'il soit peut-être possible d'arriver avec les dirigeants communistes actuels à un modus vivendi plus supportable que ce que nous avons actuellement. Là aussi il est difficile d'affirmer que l'attitude de Malenkov soit plus souple que celle de Staline. Il y a, d'après M. L., un seul moyen de le constater : la négociation. Or pour négocier il faut d'abord savoir ce qu'on veut.

Mon collaborateur n'a pas eu l'impression que l'Occident ait fixé un programme de revendications uniforme et cohérent. M. L. a exposé les idées suivantes qui, bien entendu, sont les siennes et pas forcément celles de son gouvernement, encore moins celles d'éventuels gouvernements futurs :

Depuis 1945, la Russie s'est étendue démesurément et occupe actuellement des positions qu'il n'est pas possible de reconnaître sans accentuer un déséquilibre fondamental et durable. Il faut donc que l'URSS abandonne une partie du butin. En Europe, il faudrait demander, d'après M. L. l'évacuation de l'Allemagne et de l'Autriche et la transformation du statut des Etats satellites dont le régime devrait être modifié pour ressembler à celui de la Finlande, c'est-à-dire : autonomie interne, liberté de fixer leur régime économique et politique, mais traité d'assistance avec la Russie. En contre-partie, les alliés de l'Ouest pourraient desserrer l'étau de bases militaires qui encerclent l'URSS. Au retrait des troupes russes de l'Europe centrale correspondraient l'abandon du stationnement de troupes américaines sur le continent et ce qu'il est convenu d'appeler la défense périphérique. Il est assez surprenant d'entendre cela dans la bouche d'un haut et influent fonctionnaire français.

La France ne désire donc pas revenir sur le problème des Etats baltes qui tient assez à coeur aux Etats-Unis d'Amérique, ne serait-ce que comme monnaie d'échange. M. L. considère comme inacceptable une neutralisation de l'Allemagne, mais s'accommode fort volontiers de la frontière Oder/Neisse, cela certainement en accord avec la grande majorité de l'opinion publique française ainsi que du Parlement. En effet, la France ne tient nullement à ce que l'Allemagne redevienne trop forte et bouleverse l'équilibre politique et économique de l'Europe en retrouvant la Silésie.

Inutile de dire que personne ne s'attend à voir ce programme réalisé lors de la prochaine conférence des Quatre. Même si la Russie devait se montrer traitable, M. L. n'attend pas des résultats aussi importants avant plusieurs années.

En ce qui concerne la Chine, il ne voit pas de signes de difficultés sérieuses entre ce pays et l'URSS, mais relève que la situation pourrait changer d'ici dix ou vingt ans.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

Sauts